



## SOMMAIRE

- Refus d'adresse de référence.
- Que faire ?
- Élections européennes
- Partis centristes, Partis de gauche, Partis de droite



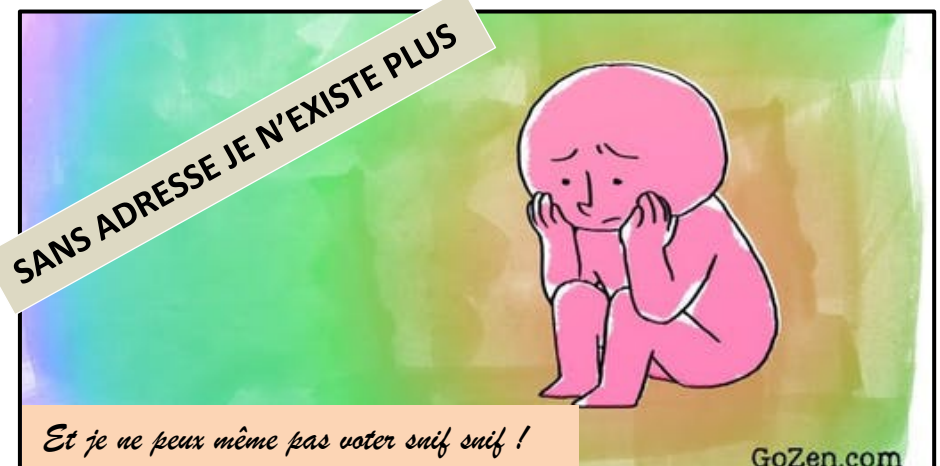
Mensuel avril 2019 n° 231  
Bureau de dépôt : Bxl 21  
0479/68 60 20 [www.frontsdf.be](http://www.frontsdf.be)

## JE SUIS HÉBERGÉ PROVISOIREMENT CHEZ DES AMIS MAIS LE CPAS REFUSE L'ADRESSE DE RÉFÉRENCE

Le virus se répand à la même vitesse que la chasse aux personnes fragilisées. Les motifs par les CPAS sont souvent les mêmes et.....totalement illégaux :

- *Mais monsieur, vous avez une **pension** de 1280€, vous avez de quoi louer un appartement !* Oui, mais sans adresse je n'ai plus rien, et cela depuis deux mois !

- *Mais monsieur, vous n'êtes pas sans abri puisque vous êtes hébergé chez un ami, **vous avez un toit** !* Oui, mais la définition de sans abri est claire : .... *hébergé temporairement dans une maison d'accueil ou chez des amis*, voir les références sur notre site : [www.frontsdf.be](http://www.frontsdf.be).



- *Oui madame, vous êtes sur le territoire de la commune mais vous dormez avec votre fille dans une **voiture**, demain vous pouvez aller dans la commune voisine !* NB : nous avons dû harceler l'échevine de la population pour obtenir une adresse de référence chez un particulier.

- Un restaurateur fait faillite, sa maison est saisie et il dort provisoirement dans la cave de son restaurant en vente. Refus de l'adresse de référence parce que trop de revenus (!!!). Solution :

## PROCHAINE RÉUNION

Jeudi 2 mai au 214 rue du Progrès (500m de la gare du Nord le long du rail) au Squat « La Poissonnerie »

Frais de transport remboursés sur place

Éditeur : Jean Peeters, 225  
rue du Progrès, 1030  
Bruxelles  
**P911388**

- harceler le service population pour adresse référence chez un particulier
- Vous êtes hébergé provisoirement chez un ami, alors vous devez apporter les documents suivant : une attestation de votre ami, preuve de ses revenus, coût de son loyer, son bail de locataire, preuve qu'il paie régulièrement son loyer... Une pratique totalement illégale et dénoncée par le

Fédéral. L'objectif du CPAS est soit de faire fuir le demandeur, soit de déduire le loyer de son ami du minimex qu'il devrait recevoir, car c'est un avantage en nature ». Cela aussi est totalement illégal. **On pourrait attaquer l'AS ou le CPAS pour « association de fonctionnaires en vue de contourner la loi ».**

### QUE FAIRE ?

- Ne pas sortir du bureau de l'AS si cette dernière refuse oralement. Son travail consiste simplement à établir votre dossier et le présenter au Conseil. C'est ce dernier qui décide. Et s'il refuse, il doit le faire par écrit en donnant les motifs du refus.
- Ce document est essentiel car vous savez pourquoi il y a refus et si vous allez au tribunal, il vous faut la preuve écrite du refus. Soit on vous donnera ce document mais dans le cas contraire, vous pourrez demander la copie à l'employé qui est à l'accueil, car après une semaine c'est dans l'ordinateur.
- Si vraiment c'est impossible au CPAS, il faut aller la Commune au service population pour

demander une « adresse de référence chez un particulier » (il doit venir avec vous). Au guichet ils refuseront certainement, il faut demander le chef de service ou si possible l'échevin de la Population. Mais attention, vous ne pouvez absolument pas loger à cette adresse.

- Dernière possibilité : demander une « domiciliation temporaire ». Même chose, il faut insister auprès de l'échevin ou le chef de service à la Commune. Cette domiciliation ne peut dépasser trois ans.

### AUTRES CONSEILS

- Ne jamais dire au CPAS que vous dormez « ici et là », vous serez refusé d'office, car le CPAS ne peut aider que les personnes qui sont identifiées sur le territoire de la commune. Même si vous ne dormez pas tous les jours chez un tel, il faut en choisir un qui accepte de dire que vous êtes habituellement chez lui. L'AS viendra vérifier si effectivement il y a des traces de votre passage.
- Même si vous êtes pensionné ou si vous travaillez, vous avez droit à une adresse de référence. Le simple fait de la demander au CPAS est une « demande d'aide sociale ».
- Si vous avez des « revenus trop élevés » (+ que 900 €/mois), vous devez faire valoir vos dettes (pension alimentaire, preuves de dettes...). Et même si vous avez une pension de 1.300 €, le CPAS ne peut pas refuser, car sans adresse, vous n'aurez plus rien !
- En adresse de référence, vous devez être considéré comme « isolé » si vous dépendez du minimex, mais... il faut le demander ! Par contre plus d'une fois malheureusement, le service du chômage considère qu'il y a « cohabitation », ce qu'il faut vigoureusement contester.

## DES PETITES VILLES RENVOIENT LES SDF VERS LES GRANDS CENTRES

On sait déjà que les grandes villes attirent les personnes en difficulté parce qu'en général, il y a beaucoup de services : restaurant social, abri de jour.... Mais le pire, c'est que plus d'un CPAS des grosses bourgades entourant les grandes villes comme Charleroi, Liège, Mechelen, Antwerpen,

Namur.... affirment qu'il faut aller en ville pour l'adresse de référence, eux ne le font pas. À Liège, bien des CPAS environnant considèrent les SDF comme « isolés » alors que les CPAS des environs les considèrent comme « cohabitant », ce qui les attire vers la ville.

**Décision :** on se renseigne pour connaître des CPAS des environs de Anvers, Liège, Namur et Charleroi qui n'appliquent pas la loi afin

d'organiser une descente à l'imprévu sur place avec panneaux, flyers, médias... comme on l'avait fait il y a une quinzaine d'années.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ASBL FRONT SDF

Le C.A. (conseil administration) démissionne et on réélit la même équipe : Luc, Benoît, Dominique, Philippe et Jean. Passés en revue, les comptes sont approuvés, il restait 220€ en caisse fin décembre.

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Très importantes, car bien des décisions prises par l'Europe doivent être appliquées en Belgique. Or jusqu'aujourd'hui, le Parlement européen est terriblement influencé par la droite et l'extrême droite, ce qui explique le nombre de mesures européennes qui favorisent les actionnaires au détriment de la nature et des humains.

Et il faut faire très attention, car afin d'avoir plus de force, les partis européens doivent parfois faire des alliances contre nature, c'est ainsi qu'en 2014, la NVA s'était alliée provisoirement à Écolo et certains partis centristes peuvent s'allier à des partis de droite.

**Aujourd'hui, cdH et CD&V** sont en coalition avec le PP (Parti Populaire) : *libéral-conservatisme de droite comme les Conservateurs au Royaume-Uni, Républicains en France, Forza Italia en Italie. Il domine également aux USA (Trump) et au Canada*

**Spa et PS:** coalition avec le **Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D)**. *Ils veulent construire une Europe progressiste et durable pour tous, réunir les villes et les régions, les syndicats et les entreprises, les ONG et les universitaires. Slogan : luttons ensemble pour une société plus juste et plus édifiante, pour une*

*planète en bonne santé offrant des possibilités à tous, pour des politiques qui donnent la priorité au bien-être de la population.*

**MR et Open VLD en coalition avec ALDE (alliance des libéraux).** *Ils veulent donner à l'Union les outils dont elle a besoin pour être efficace. Nous avons besoin d'un pouvoir européen capable de défendre notre liberté et notre bien-être. Ce n'est qu'en remédiant aux insuffisances de l'Europe, et en la réformant, que l'UE sera à nouveau le moteur de l'emploi, de la sécurité et de la prospérité.*

**GROEN- Écolo-NVA (!!!)** : Groupe des Verts-Alliance Libre Européenne (V-ALE). *Le Groupe défend la protection de l'environnement, l'égalité des chances et la justice sociale et œuvre pour une UE ouverte et démocratique dans laquelle les citoyens prennent part à la vie politique et prévalent sur les intérêts des multinationales. Elle vise également une autonomie maximale pour les peuples et les régions d'Europe et rassemble quelque quarante partis régionalistes ou autonomistes issus de plus de dix États membres de l'Union européenne. Aujourd'hui, la N-VA est encore membre du parti ALE, mais elle n'est plus représentée au sein de la fraction ALE au Parlement européen.*

## DES IDÉES EN VUE DES ÉLECTIONS NATIONALES ET RÉGIONALES

**NB :** profitant de la situation économique difficile pour les populations, plusieurs partis nationaux et européens surfent sur la vague nationaliste - *nos propres pauvres d'abord* – pour proposer des mesures qui limitent de plus en plus la possibilité qu'ont les gouvernements

d'intervenir dans des mesures économiques et sociales. Le danger très réel est évidemment l'enrichissement des plus riches au détriment des plus pauvres. Plusieurs pays européens se sont laissés prendre au piège : République Tchèque, Autriche, Pays Bas, Slovaquie, Italie, Hongrie et

Trump est leur leader (USA first) : il supprime de personnes de soins de santé dignes de ce nom.  
 l'assurance santé pour tous et prive des millions

Extr. gauche	Gauche	Centre gauche	Centre	Droite	Extr. droite
- PTB - LRC (Ligue Communiste Révolutionnaire)	-PS -Parti Humaniste	-½ Ecolo - 1/4 cdH - VEGA	-½ Écolo - ¾ cdH	-M.R. -Union des Libéraux -Défi	-Destexhe -P.P. -Nation -Agir

### Valeurs défendues :

- **Gauche et extrême gauche** : les intérêts sont opposés et donc la lutte continue – renforcement sécurité sociale – répartition des richesses – renforcer les services publics – réguler l'économie afin que les puissants n'écrasent pas les plus faibles – renforcer les solidarités, la sécurité sociale, l'aide aux familles et au logements ... (PTB, PS, quelques-uns parmi les Écolo et Cdh)
- **Partis centristes** : la paix entre les classes sociales – la Loi détermine les droits de chacun – pas trop intervenir dans certains domaines économiques – maîtriser les coûts de la Sécurité Sociale – soutenir les initiatives privées – humanisme, droits de la famille... (cdH la plupart parmi les Écolo, Défi ou MR)
- **Partis de droite et extrême droite** : les lois ne peuvent freiner l'enrichissement des personnes – les inégalités sont toujours existé – la compétition entre tous est garante de succès économique et humain – libre concurrence absolue non régulée par l'État – limiter les libertés syndicales – défense de « nos pauvres ».... (MR, beaucoup de Défi, Rassemblement Wallon, Parti Populaire, Alain Destexhe...

### Quelles espérances pour les plus pauvres ?

- **Gauche et extrême gauche** : réglementation sur les loyers et + de logements publics – pas d'expulsion sans relogement – accueil régulé des migrants – suppression taux cohabitant – développement des maisons médicales – soutenir les mutuelles – contrôler l'industrie pharmaceutique – soins de santé accessible pour tous...
- **Partis centristes** : création de logements publics - ne pas Avec le soutien de la COCOM logements sociaux - régule la COCOM endicité – soutien des initiatives privées en complément des services publics – accueil mesuré des migrants – intérêt pour familles en difficulté, enseignement et droits des enfants – soutenir les mutuelles et soins de santé mais encourager les assurances complémentaires....
- **Partis de droite et extrême droite** : garantir la propriété privée – diminuer les impôts sur le revenus et l'immobilier – pas de contrôle des loyers – réprimer la mendicité – éviter les logements sociaux qui crée des « assistés – aider les « vrais pauvres » - expulsion de tous les illégaux – contrôler tous les allocataires sociaux (chômeurs, handicapés, malades longue durée, minimexés....) pour exclure les « fraudeurs ». Réduire la sécurité sociale – encourager les assurances privées afin de pouvoir éliminer un jour les mutuelles – encourager le système des pensions complémentaires privées afin de ne plus devoir augmenter régulièrement les pensions – diminuer les maisons médicales au profit de la médecine privée...

Textes inspirés par le bulletin « La Main dans la Main » n° 354 de LST



Avec le soutien de la COCOM

**PROCHAINE RÉUNION DU FRONT : jeudi 2 mai 10h30** au 214 rue du Progrès (La Poissonnerie) à 800m de la gare du Nord. Frais de transport en commun remboursés sur place.